

Nouvelle-Calédonie : après 170 ans de colonialisme

La Nouvelle-Calédonie est la preuve que la soi-disant démocratie dans laquelle nous sommes officiellement, n'est pas aussi démocratique qu'on nous le dit, ou que nous le croyons.

La population est aujourd'hui partagée : près de 30% sont des Français, qui vivent plutôt bien ou très bien et veulent que l'île reste à la France. Environ 40% sont des Kanaks, très pauvres, et qui souhaitent pour beaucoup l'indépendance, en espérant qu'ils auraient alors un sort meilleur. Le reste se sépare en métis ou de gens qui viennent de la région.

En France, la règle actuelle de la démocratie veut que ce qui compte, c'est le choix du plus grand nombre, et que tout le monde l'accepte ensuite. Nous sommes tous habitués à cette règle. Mais ça ne veut pas dire que ce soit la seule, ni la meilleure.

Mais lorsque la France a commencé à coloniser la Nouvelle Calédonie, il y a 170 ans, vivaient sur place des Kanaks, présents depuis 3000 ans. Avant qu'ils soient colonisés, la règle, pour des milliers de peuples aux quatre coins du globe dont ils font partie, c'est de discuter jusqu'à ce que tout le monde soit d'accord. On ne veut pas qu'une majorité impose son choix à une minorité. On tient absolument à arriver à une solution qui convienne vraiment à tout le monde. Sinon, on se donne le temps de rediscuter, tant qu'il faudra. Car on pense que ce qui est décidé doit avoir l'accord de tous ceux qui sont concernés. Et l'humanité a vécu ainsi pendant des milliers d'années.

Aujourd'hui, la France impose son système d'élections. Et chaque fois, cela a donné une majorité contre ceux qui veulent l'indépendance. Car les Français ont des politiciens malins. Dans un premier temps, ils ont utilisé la violence, en 1879, en 1917, tuant et incendiant les villages, certains se donnant même l'objectif qu'il n'y ait plus aucun Kanak.

Avec la gauche au gouvernement en 1981, d'autres ont compris la manière de voir des Kanaks, et ils ont joué avec le temps. Ils ont fait semblant de vouloir discuter jusqu'à un accord de tout le monde, même si cela doit prendre des années. Un accord sur le nombre de Français qu'il fallait compter ou pas pour les futures élections. Sauf qu'ils ont triché : d'abord, la discussion n'a pas concerné tout le monde, mais seulement les chefs. Et puis ces chefs, la France s'est mise à les favoriser, et au fond à les séparer de la population kanak.

Macron, lui, a voulu utiliser la force, et ne pas attendre une nouvelle discussion. Un accord avait été trouvé pour ne compter que les Français déjà présents en 1998 et leurs descendants. Macron impose brutalement qu'on compte tous ceux arrivés depuis plus de dix ans, c'est-à-dire 25 000 de plus. C'est exactement cela qui a provoqué l'insurrection des jeunes kanaks, qui n'ont plus obéi à personne.

Car il y a un autre problème de fond, c'est l'inégalité, énorme, criante. Les Français qui sont là depuis longtemps vivent évidemment beaucoup mieux que les Kanaks. Et ceux qui sont arrivés plus récemment aussi. Grâce à leurs diplômes, leurs connaissances, c'est eux qui prennent tous les emplois ou les meilleurs.

De plus, la France a un très gros intérêt sur l'île. La Nouvelle-Calédonie est le 3^e producteur de Nickel au monde, et le tiers des réserves mondiales. Et le nickel est indispensable aux batteries des voitures électriques. La France n'est donc certainement pas prête à accepter une indépendance.

L'indépendance ! C'est ce que proposent les partis de l'île qui s'opposent aux injustices. Mais un très grand nombre de pays colonisés ont obtenu leur indépendance. Et ils sont restés pauvres, car dominés, parfois vraiment exploités par les pays plus puissants. C'est que les lois de l'économie capitaliste, qui rendent toujours plus riches les plus riches, ces lois fonctionnent aussi entre pays.

L'indépendance peut être un moyen de stopper la colonisation, et de reprendre sa dignité. Mais si l'on veut vivre autre chose qu'un monde à nouveau inégal, car basé sur les lois du capitalisme, il faudra mettre aussi en avant la revendication d'un vrai socialisme, d'un nouveau communisme démocratique. Ce qui veut dire un partage de la richesse entre tous ; et l'interdiction que quelques-uns, les capitalistes, gardent le contrôle des richesses et de la manière de les répartir, parce qu'ils sont propriétaires des banques, des usines, des moyens de produire.

Et une telle revendication peut aussi gagner les millions de travailleurs de la métropole, et des autres restes de colonies.

16/5/2024

L'Ouvrier n° 400

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

pour recevoir chaque parution, découvrir d'autres numéros, nous aider :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX

Notre site internet : louvrier.org